

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 35

Objet de la délibération : Direction Habitat  
Logement - Convention de participation  
financière avec l'association ADIL 06

<ul style="list-style-type: none"><li>Original</li><li>Expédition certifiée conforme à l'original</li></ul> Pour le Président, Le Directeur Général des Services
Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : BC.2019.105

Date de la convocation :  
**Le 14/05/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 20 mai 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Christophe ETORE, Guilaine DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Eric MELE, Roger CRESP

**Madame BLAZY,**

Par délibération n° CC.2006.046 en date du 10 juillet 2006, le Conseil Communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat relevant de la compétence de la CASA.

Conformément à son Programme Local pour l'Habitat, le Conseil Communautaire de la CASA a défini une action de conseil lié à l'habitat, auprès des communes et de ses habitants.

L'Association « Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes » (ADIL 06) a pour objet d'informer et de conseiller gratuitement le public sur toute question en matière de logement dans ses aspects juridiques, financiers et fiscaux. L'exercice de cette mission se traduit par la mise en place de permanences et d'actions de proximité à destination de la population de la CASA et l'animation de séances d'information collective ou de programmes de formation.

Le programme d'action de l'ADIL 06 se décline selon les axes suivants :

- renseignement du public sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux à travers l'animation de 6 permanences sur le territoire de la CASA (Antibes, Vallauris, Valbonne, Biot, Villeneuve-Loubet, Bar sur Loup). Cette action de proximité s'adresse à tous les publics (locataires, propriétaires, copropriétaires...);
- mise en œuvre de programme de formation et d'information à destination des professionnels, des élus et des habitants du territoire de la CASA ;
- analyse des informations issues de la demande exprimée par le public et diffusion à la CASA, à ses membres ainsi qu'à l'Association Nationale d'Information sur le Logement (ANIL).

Au cours de l'année 2018, 1 878 personnes ont bénéficié de l'action de l'ADIL 06 sur le territoire de la CASA, que ce soit lors de permanences de proximité, ou d'échanges par courrier électronique ou par téléphone. L'objectif fixé de renseigner 1 500 personnes sur le territoire de la C.A.S.A a donc était dépassé.

Pour l'année 2019, l'ADIL06 vise un objectif à la hausse et à renseigner 1600 personnes. Parallèlement à ces permanences, l'ADIL 06 continuera d'apporter son soutien à la CASA en matière de formations et d'information.

Le budget prévisionnel de l'association est estimé à 860 000 € en 2019. L'action sur le territoire de la C.A.S.A. est estimé à 21 070 €.

La CASA souhaite apporter une contribution financière à hauteur de 17 000 €, au titre de la reconduction de l'action menée en 2018.

Considérant que les actions de conseil et d'information en matière d'habitat engagées par l'ADIL 06 auprès des communes et de ses habitants s'inscrivent dans le cadre de la compétence Habitat exercée par la CASA,

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la CASA en raison du caractère essentiel du projet,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2006.046 du 10 juillet 2006 relative à la définition de l'intérêt communautaire en matière de politique du logement social et habitat,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2011.119 du 23 décembre 2011 relative au Programme Local de l'Habitat,

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2012.163 du 17 décembre 2012 relative à la modification n° 1 au Programme Local de l'Habitat,

**Vu** la délibération en Conseil Communautaire n° 2017.202 du 18 décembre 2017 relative à la prorogation du deuxième Programme Local de l'Habitat pour 2 ans,

**Vu** la délibération n° CC.2014.005 du 14 avril 2014 par laquelle le Bureau a reçu délégation du Conseil Communautaire pour prendre toutes décisions, à l'exception des décisions budgétaires, en matière de subvention à recevoir ou à accorder,

**Vu** l'avis favorable de la Commission Habitat du lundi 18 mars 2019,



Il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention de 17 000 € à l'association ADIL 06 au titre de son programme d'action en matière d'habitat pour 2019 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa bonne exécution ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ; budget de la Direction du Logement.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention de 17 000 € à l'association ADIL 06 au titre de son programme d'action en matière d'habitat pour 2019 ;
- d'approuver les termes de la convention de participation financière entre l'association ADIL 06 et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Madame la Vice-Présidente déléguée à l'habitat et au logement à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa bonne exécution ;
- d'imputer la dépense sur le Chapitre 65 de la Section de Fonctionnement du Budget Principal au titre de l'année 2019 ; budget de la Direction du Logement.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 20 mai 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,

  
Jean LEONETTI

**CONVENTION TYPE DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION  
AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT  
DES ALPES MARITIMES (ADIL 06)**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Marguerite BLAZY agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté en sa qualité de Vice-Présidente déléguée à l'Habitat et au Logement, habilitée à signer la présente convention conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019 ;

Ci-après désignée **CASA**

**ET**

L'Association dénommée Agence Départementale d'Information sur le Logement des Alpes Maritimes régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'informer le public sur toute question relative au logement et à l'habitat, dont le siège social est situé 5 Rue du Congrès à Nice, représentée par Madame Dominique ESTROSI-SASSONE agissant au nom et pour le compte de l'association en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association ;

Ci-après désignée **ADIL 06**

**EXPOSE**

Par délibération n°CC.2006.046 en date du 10 juillet 2006, le Conseil Communautaire de la CASA a approuvé la définition de l'intérêt communautaire en matière d'équilibre social de l'habitat relevant de la compétence de la CASA.

Conformément à son Programme Local pour l'Habitat, le Conseil Communautaire de la CASA a défini une action de conseil lié à l'habitat, auprès des communes et de ses habitants.

Conformément à ses statuts, l'ADIL 06 exerce :

- Une mission centrale d'information personnalisée, neutre et gratuite en matière de logement dans ses aspects juridiques, financiers et fiscaux, conformément aux dispositions de l'article L.366-1 du code de la construction et de l'habitation.
- Un programme de formation en sa qualité d'organisme agréé

La CASA, dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

Les missions ci-dessus indiquées ont reçu un avis favorable de la Commission Habitat du lundi 18 mars 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, l'ADIL 06 s'engage à mettre en œuvre, pour l'année 2019, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'information du public de la CASA, dans le cadre de ses permanences et de formation.

L'objectif de cette convention est de soutenir l'ADIL 06 dans la mise en œuvre de sa mission sur le territoire de la C.A.S.A.

### **Mise en place des permanences et des actions de proximité dédiées à la population de la CASA**

Il est prévu que l'ADIL 06 assure des permanences ayant pour but d'informer la population de la CASA tant en ce qui concerne l'habitat locatif et la copropriété que l'accession à la propriété.

Des permanences ouvertes au public sont assurées aux Antennes de Justice communautaires d'Antibes Juan-les-pins, de Valbonne Sophia-Antipolis et de Vallauris Golfe-Juan, ainsi que dans les communes de Biot, de Villeneuve Loubet et de Bar sur Loup.

Ces permanences sont assurées par des intervenants qualifiés.

Elles se font sur la base minimum de :

- 6 heures hebdomadaires à l'antenne de justice d'Antibes,  
Les vendredis de 9h00 à 16h00 (fermé entre 12h30 et 13h30)
- 3 heures mensuelles à Valbonne sur l'antenne de Justice,  
Le 4ème jeudi du mois de 9h à 12h
- 5 heures mensuelles à l'antenne de justice de Vallauris,  
Les 1<sup>er</sup> et 3ème mardis du mois de 13h30 à 16h
- 3 heures mensuelles à l'espace associatif de Villeneuve Loubet,  
Le 3ème mercredi du mois de 13h30 à 16h30
- 3 heures un mois sur deux à la Mairie de Bar sur Loup,  
Le 2ème lundi du mois de 14h à 17h
- 2h30 un mois sur deux au CCAS de Biot,  
Le 3ème lundi du mois de 13h30 à 16h

En raison d'une baisse de fréquentation, l'association en accord avec la commune de Bar-sur-Loup va mettre en place un dispositif de visio-conférence avec prise de rendez-vous en lien avec l'ADIL 06.

Pour la commune de Biot, la commune s'engage à relayer l'information auprès des habitants pour essayer d'augmenter le nombre de fréquentation. Un nouveau bilan sera réalisé en fin d'année pour évaluer la pertinence du maintien de ces permanences.

Outre cette présence physique au sein des communes, l'ADIL 06 assure également des permanences téléphoniques quotidiennes.

Pour l'année 2019, l'ADIL06 a pour objectif de renseigner 1600 personnes sur le territoire de la C.A.S.A.

## **Organiser des formations à destination des professionnels et élus**

Deux sessions de formation seront programmées :

- 1) Une formation pour les élus des communes : Intermédiation Locative (Mandat de Gestion, location/sous location, SOLIBAL, dispositif louer abordable) en présence d'AGIS et de SOLIHA.
- 2) Une formation pour le Pôle aide à la personne de la CASA et les techniciens des communes : Modifications apportées par la loi ELAN dans les rapports locatifs (bail mobilité et ses caractéristiques, modification de la réglementation HLM, expulsion...).

## **Réflexions autour de nouveaux projets/ programmes**

- Participation de l'ADIL dans le cadre du programme « Logement d'abord » sur la prévention des expulsions locatives ;
- Intervention de l'ADIL sur la création d'un observatoire territorial sur le logement des étudiants dans le cadre de l'AMI porté par l'AVUF et la FNAU.

En contrepartie, la CASA s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'ADIL 06 s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 22 700 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

Ces produits comprennent en conséquence ceux liés à l'occupation gratuite des locaux situés :

- un bureau situé au sein de l'Antenne de Justice d'Antibes, sis 80 deuxième Avenue - Quartier Nova Antipolis,
- un bureau situé au sein de l'Antenne de Justice Valbonne Sophia Antipolis, 2 place des Amoureux à Garbejaire,
- un bureau situé à l'Antenne de Justice de Vallauris, 6 Boulevard Docteur Jacques Ugo.

Ces bureaux sont équipés d'un mobilier classique et d'un téléphone pour les besoins exclusifs de la permanence. L'abonnement et les communications téléphoniques sont à la charge financière de la CASA.

Les intervenants de l'ADIL 06 pourront utiliser la photocopieuse et le fax des antennes sous la responsabilité de la coordinatrice de Justice.

En cours d'année, une évaluation quantitative et financière sera faite de la mise à disposition du local, du téléphone, du fax / photocopieur et du poste informatique, le cas échéant.

Le montant de cette contribution en nature est évalué à 770 € et fait partie des contributions volontaires en nature figurant aux produits du budget prévisionnel de l'action transmis par ADIL 06 La contribution en nature est valorisée dans les comptes annuels de l'association (comptes n° 86 et 87).

Au terme de la convention, la CASA transmettra les situations des dépenses de cette contribution afin que l'ADIL 06 intègre ces éléments financiers dans le compte de résultat et le bilan final.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

L'ADIL 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la CASA.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la CASA hors coût de la mise à disposition des locaux (ou coût des contributions en nature) indiqué ci-dessus est de 17 000 € maximum.

En conséquence, le montant de la subvention totale tenant compte du coût de la mise à disposition des locaux (ou du coût des contributions en nature) s'élève à : 17 770 €.

Cette subvention est versée en deux temps : 70 % au cours du premier semestre 2019, le solde sera versé si les conditions des articles 6.1 et 7 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'Association par mandat administratif.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'Association s'engage à produire auprès de la CASA **un bilan semestriel et un bilan annuel** de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilan semestriel – Evaluation intermédiaire**

L'ADIL s'engage à fournir au mois de juillet de l'année N un bilan qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action (ou du programme d'action) à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le dossier unique de demande de subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes reçues lors des permanences
- Le nombre d'habitants de la CASA mobilisant l'ADIL (au siège et au téléphone)
- Le nombre de travailleurs sociaux (CCAS de la CASA et CASA) renseignés
- Le bilan des formations organisées au premier semestre 2019

La CASA procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action ou du programme d'actions dans le cadre d'un **Comité de suivi** organisé par l'Association qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'Association invitera la CASA à son **Assemblée Générale** et elle lui transmettra le **compte-rendu** des Assemblées ainsi que son **rapport moral, d'activité et financier**.

➤ L'ADIL 06 devra mentionner la participation de la CASA dans tous les documents diffusés.

### **6.2 Bilan final – Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par l'ADIL 06 (bilan qualitatif sur les permanences du moyen pays)

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la CASA a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

### **6.3 Commission paritaire**

En cas de difficulté constatée dans la réalisation de l'action subventionnée, une commission paritaire, entre la CASA et l'ADIL 06, se réunira dans un délai de 2 mois après l'envoi d'une lettre recommandée de l'une des parties faisant état des difficultés. Cette commission devra identifier les difficultés et les éventuelles solutions à mettre en œuvre. Dans les cas où aucune solution ne serait trouvée durant la période de référence de la convention, la CASA mettra en œuvre les procédures référencées aux articles 8 et 11.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

ADL 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'Association ADIL 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1er juillet au plus tard de l'année n+1.
- Si l'Association ADIL 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la CASA tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes au dernier exercice connu.



### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la CASA des conditions d'exécution de la convention par l'Association ADIL 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la CASA peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA CASA**

L'ADIL 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la CASA de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association ADIL 06 mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La CASA se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.

### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, excepté ce qui concerne le montant de la subvention.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

**ARTICLE 12: ELECTION DU DOMICILE**

Le tribunal administratif territorialement compétent connaîtra les éventuelles contestations nées de l'application de la présente convention.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association ADIL 06,  
La Présidente

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
La Vice-Présidente déléguée à  
L'Habitat et au Logement

**Dominique ESTROSI-SASSONE**

**Marguerite BLAZY**

# 3-2.2 Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT	PRODUITS	MONTANT
<b>CHARGES DIRECTES</b>		<b>RESSOURCES DIRECTES</b>	
<b>60 - Achats</b>	<b>135</b>	<b>70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures		<b>74- Subventions d'exploitation<sup>10</sup></b>	
Autres fournitures		CUCS	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>575</b>		
Locations		Droit commun :	
Entretien et réparation	250	Etat :	
Assurance	75	-	
Documentation	250	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>2510</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	130	Département(s) :	
Publicité, publication	275	-	
Déplacements, missions	1830	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>11</sup>	
Services bancaires, autres	275	- CASA	21000
<b>63 - Impôts et taxes</b>	<b>435</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>17280</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	12070	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	5210	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>65</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
<b>CHARGES INDIRECTES</b>			
<b>Charges fixes de fonctionnement</b>			
<b>Frais financiers</b>			
<b>Autres</b>			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>21000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>21000</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES<sup>12</sup></b>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	770	Prestations en nature	770
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>21.070</b>	<b>TOTAL</b>	<b>21.070</b>

<sup>10</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>11</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>12</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 20/05/2019  
Numéro : BC\_2019\_105  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Convention de participation financière avec l'association ADIL 06  
Matière : 8.5 - Politique de la ville-habitat-logement  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : Glwm77u

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 03/06/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC\_2019\_105-DE

**Acte reçu**

Date : 20/05/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_105  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 5  
Objet : Convention de participation financière avec l'association ADIL 06  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_105-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_105-DE-1-1\_2.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_105-DE-1-1\_3.PDF

N